



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 6 avril 2011 — N° 13

Neuf heures quarante-cinq

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant : *Jour du tartan*.
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *La Semaine des adultes en formation et L'Écriteau*.
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Publication du livre « Ayiti 12 janvyè 2010 : nou pa ka blye! »*.
- Le député de Drummond sur le sujet suivant : *Hommage à Jean-François Houle*.
- Le député de Shefford sur le sujet suivant : *Rendre hommage à Kathia Guénard et à la Maison de la culture de Waterloo*.
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme*.
- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Élection de Michel Martelly à la présidence d'Haïti*.
- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Souligner la contribution de M. Marcus Tabachnick à l'éducation publique au Québec*.
- La députée de Duplessis sur le sujet suivant : *Hommage à France Bouffard*.
- La députée d'Anjou sur le sujet suivant : *Présentation d'excuses aux membres de l'Assemblée nationale*.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- DÉPÔTS**
- a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Conformément aux articles 275 et 276 du Règlement, poursuite du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par:

Le député de Mercier:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2011-2012 qui, pour rétablir l'équilibre budgétaire, réduit l'accessibilité et compromet la qualité des services publics, notamment en réduisant l'accessibilité aux études universitaires, en retardant le développement des services de garde à contribution réduite et en refusant d'aller chercher les revenus nécessaires auprès d'entreprises et d'individus qui en auraient les moyens.

La chef de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour le budget 2011-2012 qui a rompu le contrat moral qu'il avait avec la population québécoise quant au partage de l'effort pour revenir à l'équilibre budgétaire.

La députée de Marguerite-D'Youville:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour n'avoir pas donné de réelles pistes de solution pour venir en aide aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans son budget 2011-2012.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir brisé son engagement de créer 15 000 nouvelles places en garderie pour les jeunes familles québécoises.

Le député de L'Assomption:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son manque de rigueur dans la gestion des ressources naturelles québécoises.

Le député de Verchères:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour n'avoir pas pris les moyens pour lutter efficacement contre la collusion et la corruption, notamment, au premier chef, par le déclenchement d'une commission d'enquête sur l'industrie de la construction, l'octroi des contrats, des permis, des subventions et le financement des partis politiques.

- 2) Reprise du débat, ajourné au nom du député de Beauharnois le **31 mars 2011**, sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par:

La chef de l'opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral et son premier ministre pour leur absence de vision et de réalisme quant aux attentes des Québécois dans le discours inaugural, notamment illustré par leur incapacité à contrôler la croissance de la dette, leur refus d'imposer un moratoire sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste, ainsi que leur refus obstiné de déclencher une enquête publique et indépendante sur l'industrie de la construction, sur l'octroi de contrats publics, de permis ou de subventions ainsi que sur le financement des partis politiques.

Le député de Mercier:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son refus d'accéder aux demandes légitimes de la majorité de la population concernant la mise sur pied d'une commission d'enquête publique sur les liens entre le financement des partis politiques et l'octroi des contrats gouvernementaux, d'implanter un moratoire sur les gaz de schiste et d'annuler les mesures tarifaires prévues dans le budget 2010 touchant la classe moyenne et les personnes à faibles revenus.

Le député de Rousseau:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral en place qui est à lui seul responsable du quart de la dette accumulée par le gouvernement du Québec.

Le député de Jonquière:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incohérence et son manque de vision dans sa gestion de nos ressources énergétiques.

Le député de Drummond:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son refus d'assurer la primauté de la langue et de la culture d'expression française à titre d'outil de rayonnement international, de ressource d'intégration harmonieuse des immigrants et d'expression de la fierté nationale des Québécoises et des Québécois .

La députée de Crémazie:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incurie à l'endroit des aînés vulnérables et pour son refus obstiné à mettre en œuvre immédiatement un plan d'urgence pour faire face à la crise qui sévit dans les soins et la sécurité des aînés.

Le député de Nicolet-Yamaska:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son refus de vouloir reconnaître que la souveraineté du Québec, c'est-à-dire le contrôle de tous ses impôts, le vote de toutes ses lois et la signature de tous ses traités, est une condition essentielle au plein développement économique du Québec.

Le député de Bourget:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral et son premier ministre pour leur absence de vision et de volonté relativement à une réelle intégration de l'ensemble de nos immigrants à la société québécoise.

La députée de Marguerite-D'Youville:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incompréhension des réels besoins en éducation.

La députée Taschereau:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incapacité à apporter des solutions aux problèmes du système de santé québécois, particulièrement à celui de l'engorgement des urgences, son aveuglement face à la privatisation des services publics de santé et son maintien de la contribution santé.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultation générale

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 2
Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 73, de Beauceville à Saint-Georges
Présenté par le ministre des Transports le **24 mars 2011**
- 4) Projet de loi n° 3
Loi favorisant la sécurité en matière de transport scolaire et un meilleur encadrement du courtage en services de camionnage en vrac
Présenté par le ministre des Transports le **23 mars 2011**
- 5) Projet de loi n° 4
Loi permettant aux municipalités d'octroyer un crédit de taxes à certains propriétaires d'immeubles résidentiels touchés par une hausse de leur valeur excédant la moyenne de façon significative
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **22 mars 2011**
- 6) Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **6 octobre 2009**
- 7) Projet de loi n° 82 *
Loi sur le patrimoine culturel
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le 18 février 2010
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **31 mars 2011**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 8) Projet de loi n° 89
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'en renforcer le respect
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 15 avril 2010
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **15 mars 2011**
- 9) Projet de loi n° 127
Loi visant à améliorer la gestion du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2010
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **22 mars 2011**
- 10) Projet de loi n° 133
Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **8 décembre 2010**

Étude détaillée en commission

- 11) Projet de loi n°44
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 6 octobre 2009
Principe adopté le **27 octobre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 12) Projet de loi n° 88**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 17 mars 2010
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 15 avril 2010
Principe adopté le **13 mai 2010**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 13) Projet de loi n° 94**
Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le 24 mars 2010
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 8 février 2011
Principe adopté le **15 février 2011**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 14) Projet de loi n° 119**
Loi concernant le processus électoral
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le 20 octobre 2010
Principe adopté le 9 décembre 2010
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **15 mars 2011**
- 15) Projet de loi n° 120**
Loi concernant les campagnes à la direction des partis politiques
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le 20 octobre 2010
Principe adopté le **9 décembre 2010**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

16) Projet de loi n° 130

Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds

Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 11 novembre 2010

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 8 février 2011

Principe adopté le **16 février 2011**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

17) Projet de loi n° 190

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

18) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

19) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites

Présenté par le député de Berthier le **7 avril 2009**

20) Projet de loi n° 193

Loi modifiant la Loi sur les transports

Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **8 avril 2009**

- 21) Projet de loi n° 194
Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie
Présenté par le député de La Peltre le **29 avril 2009**
- 22) Projet de loi n° 196
Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
Présenté par le député de Richelieu le **29 avril 2009**
- 23) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général afin de permettre la vérification intégrée d'Hydro-Québec
Présenté par le député de Jonquière le **30 mars 2011**
- 24) Projet de loi n° 198
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **14 mai 2009**
- 25) Projet de loi n° 391
Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise
Présenté par la députée de Charlevoix le **24 novembre 2009**
- 26) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur l'administration publique afin d'obliger les ministères et organismes à publier un rapport mensuel de leurs dépenses
Présenté par le député de Shefford le **29 avril 2010**
- 27) Projet de loi n° 394
Loi sur l'Agence québécoise du cancer
Présenté par le député de La Peltre le **14 avril 2010**
- 28) Projet de loi n° 395
Loi encadrant l'accessibilité et l'universalité des services de santé au Québec
Présenté par le député de Mercier le **27 avril 2010**
- 29) Projet de loi n° 396
Loi visant l'arrêt provisoire des activités d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste
Présenté par le député de L'Assomption le **27 octobre 2010**

- 30) Projet de loi n° 397
Loi imposant un moratoire sur les projets d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste
Présenté par le député de Mercier le **27 octobre 2010**
- 31) Projet de loi n° 398
Loi mettant fin à la préséance des droits miniers sur les autres usages du territoire et modifiant de nouveau la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
Présenté par le député de Mercier le **11 novembre 2010**
- 32) Projet de loi n° 399
Loi modernisant les dispositions relatives aux briseurs de grève et modifiant de nouveau le Code du travail
Présenté par le député de Beauharnois le **3 décembre 2010**
- 33) Projet de loi n° 490
Loi sur l'utilisation accrue du bois dans la construction
Présenté par le député de Roberval le **9 décembre 2010**
- 34) Projet de loi n° 491
Loi interdisant l'exploration et l'exploitation de l'amiante et de l'uranium au Québec
Présenté par le député de Mercier le **9 décembre 2010**
- 35) Projet de loi n° 492
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **16 février 2011**
- 36) Projet de loi n° 493
Loi sur la révocation d'un député
Présenté par le député de La Peltre le **17 février 2011**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

37) Projet de loi n° 229

Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Présenté par le député de Beauharnois le **9 novembre 2010**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

38) 24 février 2011

Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve l'Entente de réciprocité en matière de reconnaissance de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et la République d'Autriche.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 6 mars 2011.

V. Crédits budgétaires

39) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2012 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 17 mars 2011 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes compétentes le **22 mars 2011**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

40) 5 avril 2011

Motion du député de Marie-Victorin:

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'engagement du Parti conservateur du Canada d'accorder un soutien financier au projet hydroélectrique du Bas-Churchill et exige que le gouvernement du Québec prenne tous les moyens nécessaires pour empêcher la réalisation de cet engagement qui va à l'encontre des intérêts du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat statutaire

- Entendre la sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport concernant les frais d'administration des commissions scolaires (*Chapitre 2, Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2010-2011 – Tome I*).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat d'initiative

- La sécurité des approvisionnements en produits pétroliers.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Avant-projet de loi intitulé « Loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme » (mandat confié le 23 mars 2011).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 229**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 24 février 2011).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du logement.
- Commission municipale du Québec

Étude de pétitions :

- Pétition 48-20110315 concernant le surpeuplement des logements au Nunavik.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance (mandat confié le 24 février 2011).

Mandat d'initiative

- Examiner le phénomène du décrochage scolaire en se concentrant sur la valorisation de l'éducation et sur les actions mises en œuvre dans les différentes régions du Québec.
- Bonification de l'offre d'apprentissage dans le domaine de l'activité physique, du sport et de la culture afin de créer le sentiment d'appartenance.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat statutaire

- Étude des états financiers et des rapports annuels 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des partenaires du marché du travail.
- Régie des installations olympiques.

Étude de pétitions :

- Pétitions 18-20110224, 23-20110224 et 66-20110317 concernant la demande d'abolition du Bureau d'évaluation médicale.
- Pétitions 19-20110224, 24-20110224 et 65-20110317 concernant l'abolition de certaines pénalités touchant les victimes d'accidents et de maladies du travail.

Mandat d'initiative

- La modernisation des dispositions anti-briseurs de grève prévues au Code du travail.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 133**, Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (mandat confié le 17 mars 2011).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 130**, Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (mandat confié le 24 février 2011).

Mandat statutaire

- Examen des états financiers et du rapport d'activités de l'Institut de la statistique du Québec.

Mandat réglementaire

- Poursuite du débat sur le discours du budget.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Bureau de décision et de révision.
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.
- Institut de la statistique du Québec.
- Société immobilière du Québec.

Mandat d'initiative

- Étude des mesures pour contrer la consommation du tabac de contrebande.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 94**, Loi établissant les balises encadrant les demandes d'accommodement dans l'Administration gouvernementale et dans certains établissements (mandat confié le 24 février 2011).
- **Projet de loi n° 119**, Loi concernant le processus électoral (mandat confié le 24 février 2011).
- **Projet de loi n° 120**, Loi concernant les campagnes à la direction des partis politiques (mandat confié le 24 février 2011).

Mandat statutaire

- Examen des rapports annuels 2007-2008 à 2009-2010 de la Commission d'accès à l'information.
- Examen des rapports annuels 2007-2008 à 2009-2010 du Commissaire au lobbying.

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen .

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des services juridiques .

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Rosemont à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles sur le sujet suivant : *La laïcité et l'égalité entre les hommes et les femmes* (avis donné le 31 mars 2011).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat statutaire

- Étude des rapports annuels 2005-2006 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal, Laval, Lanaudière (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2007-2008 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2008-2009 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Montréal, Baie-James, Laval, Montérégie, Outaouais, Bas-Saint-Laurent, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 24 février 2011); Estrie, Laurentides (déféré le 15 mars 2011).
- Étude du rapport annuel 2008-2009 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 24 février 2011).
- Étude du rapport annuel 2009-2010 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 24 février 2011).
- Étude des rapports annuels 2009-2010 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Lanaudière, Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Laval, Laurentides, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean (déféré le 24 février 2011).
- Étude du rapport annuel 2009-2010 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 24 février 2011).

Mandat statutaire

- Examen des rapports d'appréciation de la performance du système de santé et de services sociaux 2009 et 2010.

- Examen des rapports sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac 2005 et 2010.
- Examen du rapport d'évaluation du projet expérimental du Dossier de santé du Québec sur le territoire de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie de l'assurance maladie du Québec.
- Office des personnes handicapées du Québec.
- Commissaire à la santé et au bien-être.
- Comités de révision de l'assurance maladie

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 88**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement concernant la gestion des matières résiduelles et modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (mandat confié le 24 février 2011).

Mandat statutaire

- Étude du Rapport d'évaluation du projet pilote sur les cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Agence métropolitaine de transport.
- Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
- Société québécoise de récupération et de recyclage.

COMMISSION SPÉCIALE SUR LA QUESTION DE MOURIR DANS LA DIGNITÉ

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Question du droit de mourir dans la dignité (mandat confié le 24 février 2011).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 1) M. Caire (La Peltrie) – **29 mars 2011**
À la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport:
Suite à la séance d'étude et d'adoption du quart des crédits de votre ministère tenue le 22 mars, nous désirons que vous nous indiquiez le montant exact des dépenses administratives imputables aux coûts de fonctionnement du réseau des commissions scolaires. La ministre pourra-t-elle aussi confirmer les données contenues dans le rapport du 12 mai 2010 du Vérificateur général du Québec à ce sujet? Ce rapport portait sur une comparaison des frais d'administration encourus par cinq commissions scolaires différentes à l'intérieur de huit postes budgétaires.
- 2) M. Caire (La Peltrie) – **29 mars 2011**
À la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport:

Durant la séance d'étude et d'adoption des crédits de votre ministère tenue le 22 mars, vous avez déclaré que vous comptiez procéder à une réduction du poids de la bureaucratie dans votre organisation.

Voulez-vous nous préciser les secteurs ciblés par cette démarche, les économies recherchées et l'échéancier qui sera suivi? Nous comprenons que cette évaluation couvrira l'organisation centrale de votre ministère, de même que l'ensemble des entités formant le réseau de l'éducation au Québec, dont les commissions scolaires. Nous nous attendons à ce que les objectifs poursuivis par cette démarche soient clairement quantifiés, notamment en dollars et en pourcentages.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa)Loi sur les biens non réclamés – *ministre du Revenu*.